

Nous suivrons la situation de près, nous irons de nos encouragements et nous souhaiterons à l'Union soviétique tout le succès possible.

Dans certains autres cas, malheureusement, la performance des pays n'est pas à la hauteur des engagements qu'ils ont pris à Vienne; ceux-ci ont continué de réprimer la critique, d'entraver la libre circulation, de punir les parents de ceux qui ont supposément quitté leur pays d'une manière "illégal", de supprimer l'information et de faire valoir que le déni des libertés fondamentales est un attribut dont peut se prévaloir tout État souverain. Ces politiques sont tout aussi désuètes qu'elles sont inacceptables. Nous devons convaincre ces pays de se joindre au reste de l'Europe dans sa marche vers le renouveau et la réforme.

La Bulgarie est l'un de ces pays. La manière dont elle traite sa minorité turque est assez inquiétante. Nous espérons de tout coeur qu'elle respectera les obligations qu'elle a contractées dans le cadre de la CSCE et trouvera une solution rapide et acceptable à ce problème.

Un autre pays, la Roumanie, a formellement déclaré qu'il n'était pas lié par les nouveaux engagements importants relatifs à la dimension humaine contenus dans le Document de clôture de Vienne. Pourtant ces engagements font partie du consensus auquel il s'est rallié. Il a rejeté toutes les tentatives d'engager le dialogue en recourant aux procédures prévues dans ce document. En résumé, il a ouvertement et manifestement enfreint des éléments clés du Document de clôture. Il a continué, en faisant appel à des moyens de plus en plus oppressifs, de passer outre aux libertés et aux droits fondamentaux d'une grande partie de sa population. Et il justifie sa conduite en prenant pour prétexte qu'il adhère à une conception plus pure des principes de la CSCE que ce n'est le cas de tous les autres États participants.

Je n'entends pas discuter ici des arguments de la Roumanie; je me bornerai à dire qu'ils sont insoutenables et que nous les rejetons complètement. Il appartient au gouvernement roumain de décider s'il désire participer à notre recherche collective de nouvelles normes et de nouvelles méthodes de dialogue qui bénéficieront à nos populations respectives et serviront la cause de la paix et de la sécurité en Europe. S'il préfère, il peut plutôt poursuivre dans l'isolement ses politiques discréditées en matière de droits de l'homme en s'abritant derrière le rideau de fumée de la fidélité à des principes dont il est le seul à reconnaître la validité.